



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 02/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LFM RECYCLAGE

10 rue Pascal
77100 Meaux

Références : E/24-0719
Code AIOT : 0006517235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée de façon inopinée le 09 novembre 2023 dans l'établissement LFM RECYCLAGE implanté 10 rue Pascal 77100 Meaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LFM RECYCLAGE
- 10 rue Pascal 77100 Meaux
- Code AIOT : 0006517235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LFM RECYCLAGE exerce les activités de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de métaux, de déchets de métaux non-dangereux, de déchets dangereux et de déchets d'équipements électriques et électroniques.

Elle bénéficie du récépissé de déclaration n° 2014/DRIEE/UT77/180 du 06 octobre 2014 dans la limite des rubriques n° 2713-2 et n° 2718-2 et de la preuve de dépôt n° A-8-8UBBFNOOI du 29 août 2018 dans la limite des rubriques n° 2710-1, n° 2710-2 et n° 2711-2.

Une demande d'examen au cas par cas a été déposée le 19 septembre 2022 concernant un projet de centre de récupération, stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage, de transit, regroupement et tri de métaux ou déchets de métaux non dangereux et de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux soumis à autorisation environnementale au titre de la rubrique n° 2718 « installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux » ainsi qu'à enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 « installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ».

L'examen de cette demande a conduit le Préfet de Seine-et-Marne à dispenser ce projet d'évaluation environnementale, en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement, par décision préfectorale n° 2022/DRIEAT/UD77/130 du 24 octobre 2022.

Toutefois, à la suite de cette décision, la société n'a engagé aucune démarche visant à obtenir l'autorisation environnementale requise pour exploiter les installations concernées.

Les activités déclarées par la société LFM RECYCLAGE sont réglementées par les arrêtés ministériels suivants :

- l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), n° 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliages de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux),
- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718,
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial),
- l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions

- complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Défaut d'autorisation au titre de la rubrique n° 2718	Code de l'environnement, articles L.511-1 & L.512-1	Mise en demeure, suspension, mesures conservatoires, amende	3 mois
2	Défaut d'autorisation au titre de la rubrique n° 2790	Code de l'environnement, articles L.511-1 & L.512-1	Mise en demeure, suspension, mesures conservatoires, amende	3 mois
3	Défaut d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1	Code de l'environnement, articles L.511-1 & L.512-7	Mise en demeure, suspension, mesures conservatoires, amende	3 mois
4	Défaut d'agrément VHU	Code de l'environnement, article L.541-22	Mise en demeure, amende	2 mois
5	Gestion des D3E	Code de l'environnement, article R.543-186	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Gestion des D3E	Code de l'environnement, article R.543-200-1 > II	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 2.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
9	Réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 5.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Entreposage des produits et déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, annexe I > 3.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 9 novembre 2023, il a été constaté que la société LFM RECYCLAGE :

- exploite des installations soumises au régime de l'autorisation environnementale au titre des rubriques n° 2718 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux) et n° 2790 (installation de traitement de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sans disposer de l'autorisation requise,
- exploite des installations soumises au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sans disposer de l'enregistrement requis,
- exerce une activité d'entreposage, de dépollution, de démontage de véhicules hors d'usage soumise à agrément préfectoral au titre de l'article L. 541-22 du Code de l'environnement, sans disposer de l'agrément requis,
- ne satisfait pas aux prescriptions réglementaires applicables aux installations qu'elle exploite, imposées par l'**arrêté ministériel du 26 novembre 2012** relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage de VHU) qui imposent :
 - à l'article 41 : que les pneumatiques retirés des véhicules soient entreposés dans une zone dédiée de l'installation, [...] que toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des véhicules soient entreposés à l'abri des intempéries, que les pièces grasses extraites des véhicules (boîtes de vitesse, moteurs,...) soient entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches, que les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) soient entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention, que les véhicules dépollués soient empilés dans des conditions à prévenir les risques incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépassant pas 3 mètres,
 - à l'article 42 : que l'opération de dépollution comprenne la vidange des huiles moteur, des huiles de transmission, des liquides antigel, des liquides de freins, des additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide ainsi que le démontage des pneus,
 - à l'article 44 : que l'exploitant établisse et tienne à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes :
 - la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;
 - le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;
 - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;
 - la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
 - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
 - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;
 - la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;
 - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.

Par ailleurs, les conditions d'exploitation du site ne sont pas conformes aux dispositions relatives à la gestion des D3E et aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre des rubriques n° 2710-1, n° 2710-2, n° 2711-2 et n° 2713-2 et n° 2718-2, en particulier concernant les points suivants :

- l'absence de zone dédiée à l'entreposage des D3E en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses,
- l'inexistence d'un contrat avec un éco-organisme ou un producteur agréé pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques,

- l'absence de plusieurs extincteurs,
- la détérioration d'une partie de la clôture périmétrique du site,
- l'absence d'une voie engins gardée libre permettant le passage des services de secours sur le site,
- le mauvais entretien du séparateur d'hydrocarbures,
- les aires dédiées à l'entreposage des déchets ne sont pas clairement identifiées, distinctes et délimitées.
- l'absence de moyens permettant d'évaluer le volume entreposé de déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Défaut d'autorisation au titre de la rubrique n° 2718


Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L.511-1 & L.512-1	
Thème(s) : Situation administrative, dispositions générales	
Prescription contrôlée : L.511-1 : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages [...]. L.512-1 : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.	
Constats : L'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none">• la présence de 2 bennes d'une contenance de 7 m³ et d'une benne d' 1 m³ remplies de batteries de véhicules (photo n° 1), soit un total d'environ 15 m³ de batteries qui représente une quantité très largement supérieure à 1 tonne,• la présence de plusieurs bouteilles de gaz et d'oxygène industriel entreposées sans précaution en mélange avec d'autres déchets (photo n° 2 et n° 3), <p>Ces activités relèvent du régime de l'autorisation environnementale au titre de la rubrique n° 2718 « installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux », la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne.</p> <p>Or la société LFM RECYCLAGE n'est pas titulaire d'une telle autorisation.</p>	
<p>photo n° 1</p> 	<p>photo n° 2</p> 

photo n° 3



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, suspension, mesures conservatoires, amende

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Défaut d'autorisation au titre de la rubrique n° 2790

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.511-1 & L.512-1

Thème(s) : Situation administrative, dispositions générales

Prescription contrôlée :

L.511-1 : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages [...].

L.512-1 : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés sur le site sont soumis à un traitement de déchiquetage et d'aplatissage.

Ce traitement relève de la rubrique n° 2790 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'autorisation environnementale.

Or la société LFM RECYCLAGE ne dispose pas d'une telle autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, suspension, mesures conservatoires, amende

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Défaut d'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.512-7

Thème(s) : Situation administrative, dispositions générales

Prescription contrôlée :

L.512-I : Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de

prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté :

- la présence de nombreux véhicules hors d'usage entassés dans des bennes sur des hauteurs de plus de 3 mètres ou encore entreposés empilés compactés à même le sol sur une hauteur de 6 mètres (photos n° 4, 5, 6) ;
- cet entreposage est effectué sans mesures de sécurité et dans des conditions présentant des risques d'éboulement ;
- les VHU et pièces entassés représentent l'équivalent de 12 mètres linéaires sur une hauteur de 3 mètres à 6 mètres et une largeur minimum de 2,50 mètres soit environ un volume compris entre 90 m³ et 180 m³ de VHU et déchets métalliques ;
- les VHU sont en partie détruits et compactés à l'aide d'une pelle mécanique (photo n° 6) ;
- la présence d'une grande quantité de moteurs et pièces grasses entreposés et entassés dans une benne détériorée laissant s'écouler divers liquides hydrauliques sur les sols et non abrités des intempéries (photo n° 7) ;
- la présence de nombreuses pièces détachées et mécaniques issues de VHU, entreposées en mélange à même le sol non protégées des intempéries ;
- des pneumatiques non déjantés entreposés dans une benne mélangés à d'autres déchets (photos n° 8 et 9) ;
- les batteries sont entreposées dans des bennes métalliques non étanches et non munies de rétention (photos n° 1 et 10) ;
- la présence de dépôts d'huiles sur le sol et une odeur importante d'hydrocarbures sont constatées sur le site (photo n° 11) ;
- l'exploitant explique que les VHU sont envoyés pour destruction vers une installation de broyage de VHU autorisée. Les informations transmises à l'inspection des installations classées par l'installation de broyage de VHU font état, concernant les apports effectués par la société LFM RECYCLAGE sur l'année 2023, de 3 apports de platin et 16 apports de VHU en camions porte-voitures sur la période du 4 octobre au 15 novembre 2023, ce qui correspond à environ 45 VHU.

Au regard de la quantité de VHU présents sur le site le jour de l'inspection, très supérieur à ce nombre de 45 VHU, il convient d'imposer à l'exploitant de justifier de l'évacuation de la totalité des véhicules, dans une installation dûment autorisée à les recevoir.

Les constats décrits précédemment démontrent que la société LFM Recyclage exerce une activité relevant de la rubrique n° 2712-1 « entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU » sans avoir fait l'objet de l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 du Code de l'environnement.

photo n° 4



photo n° 5



photo n° 6



photo n° 7



photo n° 8



photo n° 9



photo n° 10



photo n° 11



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, suspension, mesures conservatoires, amende

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Défaut d'agrément VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.541-22
Thème(s) : Situation administrative, déchets
Prescription contrôlée : Pour certaines des catégories de déchets précisées par décret, l'administration fixe, sur tout ou partie du territoire national, les conditions d'exercice de l'activité de gestion des déchets. Ces mêmes catégories de déchets ne peuvent être traitées que dans les installations pour lesquelles l'exploitant est titulaire d'un agrément de l'administration. Elles cessent de pouvoir être traitées dans les installations existantes pour lesquelles cet agrément n'a pas été accordé à la date d'entrée en vigueur fixée par le décret prévu au précédent alinéa.
Constats : Les constats décrits précédemment démontrent que la société LFM Recyclage exerce une activité d'entreposage, dépollution, démontage de VHU soumise à agrément préfectoral au titre de l'article L. 541-22 du Code de l'environnement, sans être titulaire de l'agrément requis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, amende
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Gestion des D3E

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-186
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions relatives à la collecte des déchets d'équipements électriques
Prescription contrôlée : Les déchets d'équipements électriques et électroniques collectés sont entreposés et transportés de manière à assurer des conditions optimales de préparation en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les déchets d'équipements électriques et électroniques ne sont pas entreposés en vue du réemploi et de la réutilisation, du recyclage et du confinement des substances dangereuses. Les D3E sont en partie détruits et entreposés en vrac et en mélange avec d'autres types de déchets. L'inspection a relevé l'absence de zone dédiée à l'entreposage des D3E.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Gestion des D3E

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.543-200-1 > II
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions relatives à la gestion des D3E
Prescription contrôlée : II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de

transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat.
Constats : L'exploitant ne peut justifier, auprès de l'inspection des installations classées, avoir conclu un contrat avec un éco-organisme ou un producteur agréé pour la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : [...] - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que plusieurs extincteurs étaient manquants sur le site. L'exploitant explique avoir utilisé une partie des extincteurs pour stopper l'incendie d'une voiture stationnée devant la société. Les extincteurs n'étaient pas encore remplacés le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation-Aménagement
Prescription contrôlée : L'installation est ceinte d'une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. [...] Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie engins. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés. [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté qu'une partie de la clôture autour du site est détruite sur la partie ouest de l'installation. (photos n° 12 et 13) La partie au fond de l'installation et le bâtiment sont inaccessibles au service d'incendie et de secours. Il n'existe pas de voie engins gardée libre permettant le passage des services de secours sur le site.

Le site est encombré et saturé par les véhicules de la clientèle apportant leurs déchets.

photo n° 12



photo n° 13



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, annexe I > 5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de l'installation.

Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées qu'après passage dans un décanteur-déshuileur dont la capacité sera dimensionnée en fonction des volumes d'eau susceptibles d'être recueillis, même en situation exceptionnelle sur l'installation. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an.

[...]

Constats :

Les eaux pluviales de ruissellement sont traitées par leur passage dans un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le réseau communal.

L'exploitant a transmis la facture du dernier curage du séparateur à hydrocarbures réalisé le 15 mai 2023 ainsi que le Bordereau de suivi de déchets dangereux correspondant.

Cependant, l'inspection des installations classées a constaté le mauvais entretien et nettoyage du décanteur-séparateur (photo n° 14) ainsi que de ses abords (photo n° 15).

photo n° 14



photo n° 15



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Entreposage des produits et déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, annexe I > 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation-entretien

Prescription contrôlée :

Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, pignes, etc.).

La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

[...]

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les aires dédiées à l'entreposage des déchets ne sont pas clairement identifiées, distinctes et délimitées.

De nombreux déchets de différentes natures sont entreposés en mélange.

L'exploitant ne dispose pas de moyens permettant d'évaluer le volume entreposé, hormis lorsque

le stockage est effectué en bennes ou en bacs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

